

Un arrêté du ministre chargé du travail fixe les modalités selon lesquelles les divers documents de propagande électorale sont présentés ainsi que la date avant laquelle ils sont déposés.

## R. 2122-52-1

Décret n°2020-927 du 29 juillet 2020 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Pour l'application du premier alinéa de l'article **L. 23-112-2**, les organisations syndicales de salariés mentionnées au 1° de l'article **L. 23-112-1** peuvent faire figurer sur leurs documents de propagande électorale les nom, prénom et profession de chacun des salariés qu'elles envisagent de désigner dans les commissions paritaires régionales interprofessionnelles, ainsi que les photographies de ces derniers. Les modalités de présentation de ces salariés sur les documents de propagande ainsi que la liste des pièces justificatives à produire afin de permettre à l'autorité administrative de s'assurer qu'ils satisfont aux conditions posées par les dispositions de l'article **L. 23-112-1** sont fixées par arrêté du ministre chargé du travail.

## R. 2122-52-2

Décret n°2020-713 du 11 juin 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Postérieurement à la notification de la décision de l'autorité administrative mentionnée à l'article **R. 2122-48-1**, les organisations syndicales notifient aux employeurs concernés par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception de cette notification l'identité des salariés qui figurent sur leurs documents de propagande électorale. Elles précisent les nom, prénoms, date et lieu de naissance du salarié et les nom, prénom de l'employeur ou dénomination de l'entreprise.

Ces informations sont simultanément communiquées à l'inspection du travail.

## R. 2122-52-3

Décret n°2020-713 du 11 juin 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le ministre chargé du travail publie sur le site internet mentionné à l'article **R. 2122-19** à une date qu'il fixe par arrêté les documents de propagande électorale ayant fait l'objet d'une décision de validation dans les conditions prévues à l'article **R. 2122-48-1**.

## R. 2122-52-4

Décret n°2020-713 du 11 juin 2020 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sous le contrôle de la Commission nationale des opérations de vote, le prestataire mentionné au 2° de l'article **R. 2122-14** procède à l'impression des bulletins de vote pour l'ensemble des candidatures mentionnées à l'article **R. 2122-38**. Il expédie à chacun des électeurs concernés, quatre jours au plus tard avant la date d'ouverture du scrutin les instruments nécessaires au vote.

### Sous-section 6 : Modalités de vote

#### Paragraphe 1er : Dispositions communes

## R. 2122-53

Décret n°2011-771 du 28 juin 2011 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le prestataire agissant pour le compte du ministre chargé du travail mentionné au 2° de l'article **R. 2122-14** met en place un centre de traitement situé sur le territoire français pour le vote par correspondance et le vote électronique à distance prévus à l'article **L. 2122-10-7**.

[service-public.fr](http://service-public.fr)